



**Nations Unies**

**Rapport du Groupe de travail  
à composition non limitée  
chargé d'examiner la question  
de la représentation équitable  
au Conseil de sécurité  
et de l'augmentation du nombre  
de ses membres, ainsi que  
d'autres questions ayant trait  
au Conseil de sécurité**

**Assemblée générale  
Documents officiels  
Cinquante-huitième session  
Supplément N° 47 (A/58/47)**

**Assemblée générale**  
Documents officiels  
Cinquante-huitième session  
Supplément N° 47 (A/58/47)

**Rapport du Groupe de travail  
à composition non limitée  
chargé d'examiner la question  
de la représentation équitable  
au Conseil de sécurité  
et de l'augmentation du nombre  
de ses membres, ainsi que  
d'autres questions ayant trait  
au Conseil de sécurité**



Nations Unies • New York, 2004



*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

---

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1–5	1
II. Cinquante-huitième session de l'Assemblée générale .....	6–8	1
III. Travaux du Groupe au cours de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale .....	9–29	2
A. Questions d'organisation .....	9–10	2
B. Méthode de travail du Groupe .....	11–14	2
C. Séances officielles et consultations du Groupe de travail .....	15–28	3
D. Adoption du rapport du Groupe de travail .....	29	4
IV. Recommandations .....	30	4
Annexes		
I. Note officieuse du Président sur la réforme du Conseil de sécurité .....		6
II. Document de réflexion : cinq thèmes proposés au Groupe de travail pour des échanges de vues .....		10
III. Votes négatifs émis par les membres permanents du Conseil de sécurité .....		14
IV. Résumé des débats établi par le Président .....		27



21 juillet 2004  
Original : anglais

## **I. Introduction**

1. Par sa résolution 48/26 du 3 décembre 1993, l'Assemblée générale a décidé de constituer un groupe de travail à composition non limitée qu'elle a chargé d'examiner tous les aspects de la question de l'augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil.
2. Le Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité, a commencé ses travaux en janvier 1994. Il a présenté des rapports sur l'état d'avancement de ses travaux à l'Assemblée générale à toutes ses sessions, depuis la quarante-huitième. De son côté, l'Assemblée générale a prorogé le mandat du Groupe de travail à chacune de ses sessions, depuis la quarante-huitième également.
3. L'Assemblée générale a adopté le 23 novembre 1998 la résolution 53/30, qui concerne le point de l'ordre du jour du Groupe intitulé « Majorité requise pour la prise de décisions sur la réforme du Conseil de sécurité ».
4. Dans la Déclaration du Millénaire qu'ils ont adoptée le 8 septembre 2000, les chefs d'État et de gouvernement ont décidé de « redoubler d'efforts pour réformer les procédures du Conseil de sécurité sous tous leurs aspects » (voir le paragraphe 30 de la résolution 55/2 de l'Assemblée générale).
5. Suite aux délibérations du Groupe de travail pendant la cinquante-septième session, l'Assemblée générale a décidé, par sa décision 57/591, que le Groupe devrait poursuivre ses travaux et lui présenter, avant la fin de sa cinquante-huitième session, un rapport contenant toutes les recommandations dont il serait convenu. Le présent rapport a été établi en application de cette décision.

## **II. Cinquante-huitième session de l'Assemblée générale**

6. La question de la réforme du Conseil de sécurité continue d'être régulièrement évoquée dans le cadre du débat général que l'Assemblée générale tient chaque année. Ainsi, de nombreux chefs d'État et de gouvernement et autres éminents représentants des États Membres ont exprimé les vues de leur gouvernement sur la question lors du débat général de la cinquante-huitième session de l'Assemblée, qui s'est tenu du 26 septembre au 2 octobre 2003.
7. Les États Membres ont également exprimé leurs vues sur la réforme du Conseil lorsque l'Assemblée générale a examiné le point 56 de son ordre du jour, intitulé « Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes », les 14, 16 et 17 octobre 2003 (voir les documents A/58/PV.30, 31, 35 et 36).
8. Le 30 janvier 2004, le Président de l'Assemblée générale, M. Julian R. Hunte (Sainte-Lucie), a organisé des consultations de l'Assemblée sur le point 56 de

l'ordre du jour. Les délégations présentes ont examiné à cette occasion une note officieuse établie par le Président et distribuée le 23 janvier 2004 (voir l'annexe I).

### **III. Travaux du Groupe au cours de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale**

#### **A. Questions d'organisation**

9. Le Groupe de travail était présidé par le Président de l'Assemblée générale. À sa première réunion, le 19 février 2004, il a approuvé la nomination de deux Vice-Présidents, M. Luis Gallegos Chiriboga (Équateur) et M. Christian Wenaweser (Liechtenstein).

10. Pendant la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale, le Groupe de travail s'est réuni trois fois en séance officielle, les 19 février, 14 mai et 21 juillet 2004, et neuf fois pour des consultations, les 19 février, 11, 23 et 26 mars, du 5 au 8 avril et le 19 avril 2004.

#### **B. Méthode de travail du Groupe**

11. Au cours des sessions précédentes de l'Assemblée générale, le Groupe de travail a examiné les propositions formulées oralement ou par écrit par les délégations ainsi que leurs exposés de position. Les questions abordées dans ce cadre avaient été réparties en deux groupes : le groupe I, pour les questions concernant l'élargissement du Conseil de sécurité et les questions connexes, et le groupe II, pour les questions concernant les méthodes de travail du Conseil et la transparence de ses travaux. Le Groupe de travail avait décidé d'examiner ces deux groupes de questions en parallèle et les conclusions de cet examen ont été résumées dans des documents de séance dont les versions les plus récentes forment les annexes VI (questions relevant du groupe I) et VII (questions relevant du groupe II) du rapport du Groupe de travail à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session (A/57/47).

12. En 10 années de délibérations, le Groupe de travail est parvenu à un accord provisoire sur un nombre important de questions relevant du groupe II; d'autres questions, relevant notamment du groupe I, continuent cependant de faire l'objet de divergences substantielles.

13. Le Président était d'avis que, pendant la cinquante-huitième session, le Groupe de travail devrait s'efforcer de trouver une approche propre à lui faire réaliser de nouvelles avancées dans l'examen de la réforme du Conseil de sécurité. À l'occasion de consultations convoquées pour préparer les délibérations du Groupe de travail, les membres du Groupe ont décidé de s'autoriser à tenir des débats de fond même en séance de consultations.

14. Les membres du Groupe de travail ont aussi décidé d'organiser des échanges de vues autour d'un certain nombre de thèmes proposés par le Bureau : nombre de membres d'un Conseil de sécurité élargi; question de la représentation régionale; conditions à remplir pour être membre du Conseil; rapports entre l'Assemblée



générale et le Conseil de sécurité; responsabilité du Conseil; exercice du droit de veto, leur a été ajouté par la suite. Ces thèmes, qui étaient considérés comme de simples points de départ, ont été proposés par le Bureau et adoptés comme un moyen de stimuler les débats au sein du Groupe de travail.

### **C. Séances officielles et consultations du Groupe de travail**

15. Le Groupe de travail a tenu, le 19 février 2004, sa première séance, au cours de laquelle il a approuvé la nomination de ses vice-présidents.

16. Toujours le 19 février 2004, il a tenu des consultations au cours desquelles il a entendu un exposé de ses deux vice-présidents sur les entretiens qu'ils avaient eus avec les délégations au sujet de la note officieuse du Président distribuée le 23 janvier 2004.

17. C'est à ses consultations du 11 mars 2004 que le Groupe de travail a accepté l'idée de procéder à un échange de vues sur les cinq premiers thèmes proposés par le Bureau. Pour faciliter cet échange, le Bureau a établi un document de réflexion sur les cinq thèmes, qui a été distribué à toutes les délégations le 22 mars 2004 (voir l'annexe II).

18. Lors de ses consultations du 23 mars 2004, le Groupe de travail a procédé à un examen préliminaire des cinq premiers thèmes, à l'issue duquel il a décidé que les thèmes seraient examinés séparément.

19. Le Groupe de travail a examiné le thème 1, intitulé « Nombre de membres d'un Conseil de sécurité élargi », à ses consultations du 26 mars 2004.

20. Il a examiné le thème 2, intitulé « Représentation régionale », à ses consultations du 5 avril 2004.

21. Il a examiné le thème 3, intitulé « Conditions à remplir pour être membre », à ses consultations du 6 avril 2004.

22. Il a examiné le thème 4, intitulé « Rapports entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité », à ses consultations du 7 avril 2004.

23. Il a examiné le thème 5, intitulé « Responsabilité », à ses consultations du 8 avril 2004.

24. Le 19 avril 2004, sur proposition de son président, le Groupe de travail a tenu des consultations sur le sixième thème, intitulé « Exercice du droit de veto ». Le Président avait au préalable fait distribuer à toutes les délégations, le 16 avril 2004, une note officieuse sur l'exercice du droit de veto au Conseil de sécurité, établie par le Secrétariat, qui a fait l'objet d'une mise à jour le 18 mai 2004 (voir l'annexe III).

25. Outre ces six thèmes, les délégations ont abordé un certain nombre de questions intéressant la réforme du Conseil de sécurité, parmi lesquelles : séances du Conseil de sécurité avec les pays fournisseurs de contingents et le Secrétariat; rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale; poursuite de l'effort de transparence du Conseil de sécurité à l'égard des autres Membres des Nations Unies; et rôle du Conseil de sécurité dans la formulation de normes juridiques internationales.

26. Le Président a informé les membres du Groupe de travail qu'il ferait préparer un résumé des discussions auxquelles avaient donné lieu les consultations sur les six thèmes. Ce résumé a été distribué à toutes les délégations le 6 mai 2004 (voir l'annexe IV).

27. Le 14 mai 2004, le Groupe de travail s'est réuni en séance officielle pour un échange de vues avec le Président du Conseil de sécurité ce mois-là, M. Munir Akram (Pakistan), et trois autres membres du Conseil, M. Ronaldo Mota Sardenberg (Brésil), M. Jean-Marc de La Sablière (France) et M. Mihnea Ioan Motoc (Roumanie).

28. Comme le Président du Groupe de travail les y avait invités, le Président et les membres du Conseil de sécurité ont fait connaître leurs vues sur les six thèmes traités par le Groupe en consultations et sur d'autres questions intéressant la réforme du Conseil de sécurité.

#### **D. Adoption du rapport du Groupe de travail**

29. Le 21 juillet 2004, le Groupe de travail a examiné et adopté le présent rapport, qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session.

### **IV. Recommandations**

30. À sa 3e séance, le 21 juillet 2004, le Groupe de travail a conclu ses travaux pour la session en cours de l'Assemblée générale. Il a décidé de recommander à l'Assemblée de poursuivre l'examen du point concerné de l'ordre du jour à sa cinquante-neuvième session, en s'appuyant sur les travaux des sessions précédentes et en cherchant à parvenir plus facilement à un accord général. À cette fin, le Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable du Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de décision suivant :

« L'Assemblée générale,

*Rappelant* ses résolutions et décisions antérieures concernant la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité,

*Ayant examiné* le rapport que le Groupe de travail à composition non limitée créé par sa résolution 48/26 du 3 décembre 1993 et chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité, a établi sur ses propres travaux pendant la cinquante-huitième session<sup>1</sup>,

---

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément n° 7 (A/58/47).

*Ayant à l'esprit* la Déclaration du Millénaire adoptée le 8 septembre 2000 par les chefs d'État et de gouvernement des États Membres de l'Organisation des Nations Unies<sup>2</sup>, déclaration dans laquelle ils ont notamment résolu de redoubler d'efforts pour réformer les procédures du Conseil de sécurité sous tous leurs aspects :

a) *Prend note* du rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable du Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité sur les travaux que celui-ci a réalisés pendant la cinquante-huitième session de l'Assemblée<sup>1</sup>;

b) *Note avec satisfaction* que le Président a pris l'initiative de lancer une discussion dynamique sur des thèmes de fond liés à la réforme générale du Conseil de sécurité, et note à cet égard les six thèmes dont le Groupe de travail a discuté au cours de ses consultations;

c) *Encourage vivement* le Groupe de travail à poursuivre pendant la cinquante-neuvième session les efforts qu'il déploie pour faire avancer l'examen de tous les aspects de la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité;

d) *Décide* que la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et les questions connexes devraient être examinées au cours de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale;

e) *Décide également* que le Groupe de travail devrait poursuivre ses travaux, en tenant compte des résultats obtenus de la quarante-huitième à la cinquante-huitième session de l'Assemblée, de l'expérience acquise au cours de sa cinquante-huitième session et des points de vue qui seront exprimés pendant sa cinquante-neuvième session, et lui présenter, avant la fin de sa cinquante-neuvième session, un rapport contenant toutes les recommandations dont il sera convenu. »

<sup>2</sup> Résolution 55/2 de l'Assemblée générale.

## Annexe I

### Note officieuse du Président sur la réforme du Conseil de sécurité

#### Généralités

1. L'initiative des travaux en cours sur la réforme du Conseil de sécurité remonte à la trente-quatrième session de l'Assemblée générale. Par sa décision 34/431 du 14 décembre 1979, l'Assemblée a en effet décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour provisoire de sa session suivante. Toutefois, ce n'est qu'à sa quarante-septième session, en 1992, qu'elle en a abordé l'examen.
2. Par sa résolution 48/26 du 3 décembre 1993, l'Assemblée générale a créé un groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner tous les aspects de la « question de l'augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil ». Le Groupe de travail examine depuis lors « le point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale intitulé question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes ».
3. Le Président de l'Assemblée générale est aussi Président du Groupe de travail, dont le Bureau se compose du Président et de deux vice-présidents.

#### Prise de décisions

4. Par sa résolution 53/30 du 23 novembre 1998, l'Assemblée générale a décidé que l'adoption de toute résolution ou décision sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et sur les questions connexes nécessiterait « le vote affirmatif des deux tiers au moins des membres de l'Assemblée générale ».

#### Méthode de travail

5. Les principales questions examinées par le Groupe de travail ont été rangées en deux groupes; le groupe I (augmentation du nombre des membres du Conseil) comprend les questions suivantes :
  - i) Élargissement de la composition du Conseil de sécurité :
 

Catégorie(s) de membres concerné(es) :

    - Augmentation du nombre des membres non permanents;
    - Augmentation du nombre des membres permanents (y compris la question de leurs prérogatives et de leurs pouvoirs);
    - Nombre des membres d'un Conseil élargi;
  - ii) Modalités de la prise de décisions au Conseil, y compris la question du maintien, de la limitation ou de l'abolition du droit de veto;
  - iii) Examen périodique du fonctionnement du Conseil élargi.
6. Il est à noter que le nombre des membres du Conseil de sécurité a déjà été augmenté une fois. En effet, par sa résolution 1991 (XVIII) du 17 décembre 1963,

l'Assemblée générale a porté le nombre des membres du Conseil de 11 à 15, les 4 sièges supplémentaires étant tous des sièges de membre non permanent.

7. Le groupe II (méthodes de travail du Conseil de sécurité et transparence de ses travaux) comprend les questions suivantes :

- i) Accroissement de la transparence des travaux et amélioration des méthodes de travail du Conseil de sécurité;
- ii) Participation des membres non permanents aux travaux du Conseil de sécurité;
- iii) Rapports entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale et d'autres organes.

### **Réunions du Groupe de travail**

8. Durant chacune des sessions de l'Assemblée générale, le Groupe de travail tient un certain nombre de réunions qui permettent aux États Membres de participer à l'examen des propositions à l'étude et d'en formuler de nouvelles. Le Groupe de travail rend compte à l'Assemblée des résultats de ses travaux et demande à être autorisé à les poursuivre pendant la session suivante.

### **Questionnaire distribué pendant la cinquante-septième session de l'Assemblée générale**

9. Soucieux de clarifier les positions adoptées sur la question de la réforme du Conseil de sécurité, le Président de l'Assemblée générale pour la cinquante-septième session a diffusé un questionnaire en sept points portant sur les questions non encore résolues par le Groupe de travail et les mesures qui pourraient être prises pour surmonter les obstacles à la réforme. Des réponses ont été reçues de 64 délégations.

10. Dans leur grande majorité, les États Membres qui ont répondu au questionnaire ont confirmé qu'ils considéraient que l'organe où la question de la réforme du Conseil pouvait être légitimement débattue demeurerait le Groupe de travail. La plupart d'entre eux se sont aussi prononcés en faveur d'une solution d'ensemble englobant les deux groupes de questions mentionnées plus haut. La plupart des États qui ont répondu au questionnaire estiment qu'il y a place pour une amélioration des méthodes de travail du Groupe, et que ces améliorations seraient de nature à rendre l'ensemble du processus plus efficace.

### **Examen de la question à la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale**

11. Les États Membres se sont montrés résolument favorables au processus de réforme durant le débat général de la cinquante-huitième session de l'Assemblée, qui s'est déroulé du 23 septembre au 2 octobre 2003. Les chefs d'État et de gouvernement et les autres personnalités éminentes qui ont participé à ce débat ont en général exprimé leur attachement à l'idée de la réforme du Conseil, tout en précisant en fonction de quels paramètres ils entendaient que celle-ci s'opère.

12. Le débat annuel de l'Assemblée générale sur le point de son ordre du jour intitulé « Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes » a eu lieu les 13,

14 et 17 octobre 2003. Quarante-neuf délégations se sont exprimées sur la réforme du Conseil, vue comme un élément essentiel de la réforme d'ensemble de l'Organisation des Nations Unies. Leurs interventions ont porté essentiellement sur la question de l'augmentation du nombre des membres du Conseil, considérée comme un moyen d'accroître sa représentativité et, partant, de renforcer la légitimité et l'autorité de ses décisions. Les divergences de vues qui existent de longue date sur les catégories de membres que devrait concerner l'élargissement de la composition du Conseil et sur les modalités de cet élargissement se sont de nouveau manifestées. Le droit de veto a continué d'être contesté, de nombreuses délégations préconisant soit sa suppression pure et simple, soit son abolition.

### **État des travaux**

#### *Au sein du Groupe de travail*

13. Les progrès accomplis au cours des 10 dernières années découlent des suggestions faites par le Groupe de travail sur les questions relevant du groupe II (« méthodes de travail du Conseil de sécurité et transparence de ses travaux »). Il y a eu à cet égard des avancées, notamment pour ce qui est de la transparence des travaux du Conseil. Sur les questions fondamentales relevant du groupe I, en revanche, les progrès sont lents. Les catégories de membres que devrait concerner l'élargissement du Conseil, le droit de veto et le nombre total des membres d'un Conseil élargi sont les trois questions les plus difficiles.

#### *Groupe de personnalités éminentes sur les menaces, les défis et le changement des Nations Unies*

14. Le Secrétaire général a constitué un groupe de personnalités de 16 membres qu'il a chargé d'examiner les menaces qui pèsent actuellement et qui risquent de peser sur la paix et la sécurité internationales, de déterminer en quoi l'action collective peut aider à les écarter et de proposer les réformes que requiert une action efficace, y compris la révision du rôle des organes principaux des Nations Unies. Le Groupe fera des suggestions au Secrétaire général que celui-ci soumettra à l'examen des États Membres.

### **Prochaines étapes**

15. Même si des avancées modestes ont été enregistrées dans le domaine des méthodes de travail, la réforme du Conseil de sécurité n'a pas progressé notablement. Cette impasse tient à la complexité de la question. Néanmoins, il y a place pour une amélioration des méthodes du Groupe de travail, qui serait de nature à faciliter les progrès. Le Groupe devrait pouvoir accélérer ses travaux en procédant différemment.

16. Le Président du Groupe de travail souscrit à l'attention du Groupe de travail les points suivants :

a) Le Groupe devrait poursuivre ses travaux en vue de soumettre à l'examen de l'Assemblée générale des propositions faisant un tout;

b) Au cours des dernières années, les méthodes de travail et les pratiques du Conseil de sécurité ont évolué à certains égards. Tout en continuant de s'attacher à progresser à la fois sur les questions relevant du groupe I et sur celles relevant du

groupe II, le Groupe de travail pourrait faire porter ses efforts plus particulièrement sur celles du groupe I;

c) Le Groupe de travail devrait revoir ses méthodes de travail, y compris la manière dont il prend ses décisions et celle dont il formule les résultats de ses délibérations;

d) Eu égard à l'Article 108 de la Charte des Nations Unies et aux dispositions de la résolution 53/30 de l'Assemblée générale, le Groupe de travail devrait s'attacher à formuler des propositions de nature à emporter l'adhésion du plus grand nombre possible d'États Membres;

e) Le Groupe devrait se fixer un délai d'achèvement de ses travaux.

## Annexe II

### Document de réflexion

### Cinq thèmes proposés au Groupe de travail pour des échanges de vues

#### Document établi par le Bureau

23 mars 2004

1. Le Bureau du Groupe de travail à composition non limitée créé par la résolution 48/26 de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1993, soucieux de faciliter le dialogue au sein du Groupe, a suggéré à celui-ci, qui l'a accepté, de procéder à des échanges de vues informels sur les cinq thèmes suivants :

- Nombre des membres d'un Conseil de sécurité élargi;
- Représentation régionale;
- Conditions à remplir pour être membre;
- Rapports entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité;
- Responsabilité.

2. Le présent document de réflexion a pour objet de fournir au Groupe de travail un point de départ pour des échanges de vues sur les questions soulevées au cours de 10 années de discussions sur la réforme du Conseil de sécurité, en articulant ces questions en fonction des cinq thèmes retenus. S'inspirant des travaux antérieurs du Groupe, le présent document rappelle brièvement, sans parti pris, certaines des idées et préoccupations qui ont informé le débat au fil des ans. Le document n'a d'autres ambitions que d'encourager les États Membres à procéder dans un esprit constructif à un échange de vues et d'idées sur les thèmes retenus, afin de mettre en évidence les points sur lesquels ils s'accordent suffisamment pour que le débat progresse.

#### I. Nombre des membres d'un Conseil de sécurité élargi

3. Les discussions sur le nombre des membres d'un Conseil de sécurité élargi mettent habituellement en jeu de multiples questions, dont deux ressortent particulièrement. La première est celle du nombre optimal des États Membres qui devraient siéger dans un Conseil élargi. Les propositions avancées à cet égard par les États Membres sont diverses sans être radicalement divergentes. En effet, les chiffres proposés par les États Membres se situent entre un minimum de 20 et un maximum de 30 membres. Dans le cas des États Membres qui n'ont suggéré qu'un ordre de grandeur, par exemple de 15 à 24 membres ou de 24 à 26 membres, les fourchettes préconisées recoupent celle allant de 20 à 30. Les propositions portant sur le nombre maximum des membres du Conseil, par exemple « pas plus de 25 » se situent aussi dans la fourchette de 20 à 30 membres. Parmi des États Membres qui ont avancé des chiffres, nombreux sont ceux qui ont souligné qu'il importait de préserver l'efficacité du Conseil.

4. La seconde question est celle de la représentativité du Conseil. Telle qu'elle est, la configuration du Conseil de sécurité ne reflète pas la composition actuelle de l'Organisation des Nations Unies. Des positions exprimées sur la question, il ressort



qu'il est généralement admis qu'une composition plus représentative renforcerait le Conseil, et en particulier conférerait une plus grande autorité à ses décisions et à ses actions.

5. Les États Membres pourraient concentrer leurs échanges de vues sur le nombre des membres et la représentativité d'un Conseil de sécurité élargi, en ayant à l'esprit les diverses questions soulevées sur ces points.

## **II. Représentation régionale**

6. Diverses propositions ont été faites au cours des 10 dernières années en vue de rendre la composition du Conseil pleinement conforme au principe de la répartition géographique équitable. Ainsi, il a été proposé que de un à cinq sièges non permanents soient réservés :

- À tous les groupes régionaux actuels;
- Aux États africains, aux États d'Asie et aux États d'Amérique latine et des Caraïbes;
- Aux États d'Europe orientale et aux États d'Europe occidentale;
- Au Groupe des États arabes.

7. Il a été tenu compte également des exigences de la représentation régionale dans les propositions touchant l'adjonction de sièges de membre permanent. Il a été notamment proposé de réserver un ou deux nouveaux sièges permanents :

- Aux groupes régionaux;
- Aux régions en développement;
- Aux États en développement d'Afrique, d'Asie, et de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes;
- Aux États industrialisés;
- Au groupe des États arabes;
- À l'Asie;
- À l'Union européenne.

8. Les États Membres sont invités à examiner les moyens d'assurer le respect du principe de la répartition géographique équitable et la représentation des différentes régions dans un Conseil de sécurité élargi.

## **III. Conditions à remplir pour être membre**

9. L'Article 23 de la Charte des Nations Unies énonce les conditions que doivent remplir les États Membres pour être élus membres non permanents du Conseil de sécurité.

10. Au cours des débats sur la réforme du Conseil, il a été proposé qu'un certain nombre d'autres considérations ou critères entrent en ligne de compte pour le choix des membres non permanents du Conseil; il a été proposé notamment :

- Que l'augmentation du nombre des membres non permanents intéresse tant les pays en développement que les pays industrialisés;

- Qu'aucune discrimination ne s'exerce à l'encontre d'un État ou d'un groupe régional quelconque lors du choix des membres non permanents du Conseil;
  - Que les membres non permanents sortants soient immédiatement rééligibles;
  - Que les pays qui apportent une contribution substantielle aux activités de maintien de la paix et au financement de l'Organisation des Nations Unies et représentent la majeure partie de la population mondiale se voient confier des responsabilités plus étendues touchant l'application de la Charte.
11. Les propositions et préoccupations formulées au sujet de la création éventuelle d'une nouvelle catégorie de membres permanents portent notamment sur :
- La répartition géographique équitable des sièges;
  - La capacité des États d'apporter une contribution aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.
12. Les États Membres pourraient procéder à un échange de vues sur les conditions à remplir pour être membres du Conseil de sécurité, compte tenu des dispositions pertinentes de l'Article 23 de la Charte des Nations Unies.

#### **IV. Rapports entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité**

13. Les rapports entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité sont régis par la Charte, notamment ses Articles 7, 10, 11, 12, 15, 25 et 97. L'Assemblée générale a aussi adopté des résolutions sur cette question, notamment celle par laquelle elle a adopté la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2 du 8 septembre 2000) et, tout récemment, une résolution sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (résolution 58/126 du 19 décembre 2003).
14. Les rapports entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, et plus généralement les États Membres, ont été abondamment discutés dans le cadre des travaux consacrés depuis 10 ans à la réforme du Conseil. Des convergences de vues ou des compromis ont rendu possible un accord provisoire au sein du Groupe de travail sur un certain nombre de points :
- L'amélioration de la qualité du rapport annuel et des rapports spéciaux du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale;
  - La tenue de consultations mensuelles entre le Président de l'Assemblée générale, le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général.
15. La résolution 58/126, qui prévoit un ensemble de mesures visant à revitaliser les travaux de l'Assemblée générale, comprend aussi des dispositions importantes sur la réorientation des rapports entre l'Assemblée générale et le Conseil. Depuis l'adoption de cette résolution, des progrès ont été constatés à partir de février 2004, mois pendant lequel la présidence du Conseil de sécurité était exercée par la Chine, en ce qui concerne les rencontres régulières au cours desquelles le Président du Conseil informe son homologue de l'Assemblée générale des travaux du Conseil. La mise en œuvre des autres dispositions de la résolution relatives aux rapports entre l'Assemblée et le Conseil est aussi en bonne voie.
16. Les États Membres pourraient procéder à un échange de vues sur les rapports entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, notamment sur les moyens de progresser dans la voie tracée par la résolution 58/126 de l'Assemblée.

## **V. Responsabilité**

17. Des échanges de vues ont eu lieu sur la question de la responsabilité du Conseil de sécurité, eu égard notamment à la Déclaration du Millénaire, que l'Assemblée générale a adoptée par sa résolution 55/2. Toutefois, aucune proposition portant spécialement sur cette question n'a été faite depuis plus de 10 ans que dure le débat sur la réforme du Conseil.

18. Les questions se rapportant à la responsabilité du Conseil de sécurité ne se limitent pas à celles qui touchent l'application de l'Article 24 de la Charte, et peuvent être abordées aussi dans le cadre des discussions portant sur la transparence des travaux du Conseil. Les États Membres pourraient poursuivre leurs échanges de vues sur ce sujet.

19. Des débats consacrés à la réforme du Conseil de sécurité, il ressort clairement que la question ne se prête pas à des solutions simples, ce qui a amené le Bureau à soumettre le présent document à la réflexion des États Membres. Le Bureau espère que ce document stimulera la discussion sur les cinq thèmes proposés et aidera les États Membres à progresser dans une entreprise importante lancée voici plus de 10 ans.

## Annexe III\*

## Votes négatifs émis par les membres permanents du Conseil de sécurité

## I. Projets de résolution rejetés parce qu'un ou plusieurs membres permanents du Conseil ont voté contre

<i>Date</i>	<i>Document renfermant le projet de résolution</i>	<i>Numéro de la séance</i>	<i>Question</i>	<i>Membre(s) permanent(s) ayant voté contre</i>
21 avril 2004	S/2004/313	4947	La situation à Chypre	Fédération de Russie
25 mars 2004	S/2004/240	4934	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine	États-Unis
14 octobre 2003	S/2003/980	4842	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine	États-Unis
16 septembre 2003	S/2003/891	4828	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine	États-Unis
20 décembre 2002	S/2002/1385	4681	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine	États-Unis
30 juin 2002	S/2002/712	4563	La situation en Bosnie-Herzégovine	États-Unis
14-15 décembre 2001	S/2001/1199	4438	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine	États-Unis
27-28 mars 2001	S/2001/270	4305	La situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine	États-Unis
25 février 1999	S/1999/201	3982	La situation dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine	Chine
21 mars 1997	S/1997/241	3756	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
7 mars 1997	S/1997/199	3747	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
10 janvier 1997	S/1997/18*	3730	Amérique centrale : efforts de paix	Chine
17 mai 1995	S/1995/394	3538	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
2 décembre 1994	S/1994/1358	3475	La situation dans la République de Bosnie-Herzégovine	Fédération de Russie
11 mai 1993	S/25693	3211	La situation à Chypre	Fédération de Russie
31 mai 1990	S/21326	2926	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
17 janvier 1990	S/21084	2905	Lettre datée du 3 janvier 1990, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Nicaragua	États-Unis
23 décembre 1989	S/21048	2902	La situation au Panama	États-Unis, France, Royaume-Uni

*Note* : Les mentions entre crochets ne font pas partie de l'intitulé des questions et sont de simples précisions.

\* La présente annexe reproduit un récapitulatif officieux fourni par le Secrétariat.

<i>Date</i>	<i>Document renfermant le projet de résolution</i>	<i>Numéro de la séance</i>	<i>Question</i>	<i>Membre(s) permanent(s) ayant voté contre</i>
7 novembre 1989	S/20945/Rev.1	2889	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
9 juin 1989	S/20677	2867	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
17 février 1989	S/20463	2850	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
11 janvier 1989	S/20378	2841	Lettres datées du 4 janvier 1989, adressées au Président du Conseil de sécurité par la Libye et le Bahreïn	États-Unis, France, Royaume-Uni
14 décembre 1988	S/20322	2832	La situation au Moyen-Orient	États-Unis
10 mai 1988	S/19868	2814	La situation au Moyen-Orient	États-Unis
15 avril 1988	S/19780	2806	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
8 mars 1988	S/19585	2797	La question de l'Afrique du Sud	États-Unis, Royaume-Uni
1 <sup>er</sup> février 1988	S/19466	2790	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
18 janvier 1988	S/19434	2784	La situation au Moyen-Orient	États-Unis
9 avril 1987	S/18785	2747	La situation en Namibie	États-Unis, Royaume-Uni
20 février 1987	S/18705	2738	La question de l'Afrique du Sud	États-Unis, Royaume-Uni
28 octobre 1986	S/18428	2718	Lettre datée du 17 octobre 1986, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Nicaragua	États-Unis
31 juillet 1986	S/18250	2704	Lettre datée du 22 juillet 1986, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Nicaragua	États-Unis
18 juin 1986	S/18163	2693	Plainte de l'Angola contre l'Afrique du Sud	États-Unis, Royaume-Uni
23 mai 1986	S/18087/Rev.1	2686	La situation en Afrique australe	États-Unis, Royaume-Uni
21 avril 1986	S/18016/Rev.1	2682	Lettres datées du 15 avril 1986, adressées au Président du Conseil de sécurité par la Libye, le Burkina Faso, la Syrie et Oman	États-Unis, France, Royaume-Uni
6 février 1986	S/17796/Rev.1	2655	Lettre datée du 4 février 1986, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Syrie	États-Unis
30 janvier 1986	S/17769/Rev.1	2650	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
17 janvier 1986	S/17730/Rev.2	2642	La situation au Moyen-Orient	États-Unis
15 novembre 1985	S/17633	2629	La situation en Namibie	États-Unis, Royaume-Uni
13 septembre 1985	S/17459	2605	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis

<i>Date</i>	<i>Document renfermant le projet de résolution</i>	<i>Numéro de la séance</i>	<i>Question</i>	<i>Membre(s) permanent(s) ayant voté contre</i>
12 mars 1985	S/17000	2573	La situation au Moyen-Orient	États-Unis
6 septembre 1984	S/16732	2556	La situation au Moyen-Orient	États-Unis
4 avril 1984	S/16463	2529	Lettre datée du 29 mars 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Nicaragua	États-Unis
29 février 1984	S/16351/Rev.2	2519	La situation au Moyen-Orient	URSS
27-28 octobre 1983	S/16077/Rev.1	2491	La situation à la Grenade	États-Unis
12 septembre 1983	S/15966/Rev.1	2476	Lettre datée du 1 <sup>er</sup> septembre 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par les États-Unis, la République de Corée, le Canada et le Japon, et lettre datée du 2 septembre 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Australie	URSS
2 août 1983	S/15895	2461	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
6 août 1982	S/15347/Rev.1	2391	La situation au Moyen-Orient	États-Unis
26 juin 1982	S/15255/Rev.2	2381	La situation au Moyen-Orient	États-Unis
8 juin 1982	S/15185	2377	La situation au Moyen-Orient	États-Unis
4 juin 1982	S/15156/Rev.2	2373	Question concernant la situation dans la région des îles Falkland (Malvinas)	États-Unis, Royaume-Uni
20 avril 1982	S/14985	2357	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
2 avril 1982	S/14943	2348	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
2 avril 1982	S/14941	2347	Lettre datée du 19 mars 1982, adressée au Secrétaire général par le Nicaragua	États-Unis
20 janvier 1982	S/14832/Rev.1	2329	La situation dans les territoires arabes occupés	États-Unis
31 août 1981	S/14664/Rev.2	2300	Plainte de l'Angola contre l'Afrique du Sud	États-Unis
30 avril 1981	S/14462	2277	La situation en Namibie	États-Unis, France, Royaume-Uni
30 avril 1981	S/14461	2277	La situation en Namibie	États-Unis, France, Royaume-Uni
30 avril 1981	S/14460/Rev.1	2277	La situation en Namibie	États-Unis, France, Royaume-Uni

<i>Date</i>	<i>Document renfermant le projet de résolution</i>	<i>Numéro de la séance</i>	<i>Question</i>	<i>Membre(s) permanent(s) ayant voté contre</i>
30 avril 1981	S/14459	2277	La situation en Namibie	États-Unis, France, Royaume-Uni
30 avril 1980	S/13911	2220	Question de l'exercice par le peuple palestinien de ses droits inaliénables	États-Unis
11, 13 janvier 1980	S/13735	2191	Lettres datées du 22 décembre 1979, adressées au Président du Conseil de sécurité par les États-Unis (question des otages États-Unis/Iran)	URSS
7, 9 janvier 1980	S/13729	2190	Lettre datée du 3 janvier 1980, adressée au Président du Conseil de sécurité par 52 pays	URSS
16 mars 1979	S/13162	2129	La situation en Asie du Sud-Est et ses incidences sur la paix et la sécurité internationales (différend frontalier entre la Chine et le Viet Nam)	URSS
15 janvier 1979	S/13027	2112	Télégramme daté du 3 janvier 1979, adressé au Président du Conseil de sécurité par le Kampuchea démocratique	URSS
31 octobre 1977	S/12312/Rev.1	2045	La question de l'Afrique du Sud	États-Unis, France, Royaume-Uni
31 octobre 1977	S/12311/Rev.1	2045	La question de l'Afrique du Sud	États-Unis, France, Royaume-Uni
31 octobre 1977	S/12310/Rev.1	2045	La question de l'Afrique du Sud	États-Unis, France, Royaume-Uni
15 novembre 1976	S/12226	1972	Admission de nouveaux membres (Viet Nam)	États-Unis
19 octobre 1976	S/12211	1963	La situation en Namibie	États-Unis, France, Royaume-Uni
29 juin 1976	S/12119	1938	Question de l'exercice par le peuple palestinien de ses droits inaliénables	États-Unis
23 juin 1976	S/12110	1932	Admission de nouveaux membres (Angola)	États-Unis
25 mars 1976	S/12022	1899	Demande adressée au Conseil de sécurité par la Libye et le Pakistan pour qu'il examine la situation grave résultant des événements survenus récemment dans les territoires arabes occupés	États-Unis
6 février 1976	S/11967	1888	La situation dans les Comores	France
26 janvier 1976	S/11940	1879	Le problème du Moyen-Orient, y compris la question de Palestine	États-Unis
8 décembre 1975	S/11898	1862	La situation au Moyen-Orient	États-Unis

<i>Date</i>	<i>Document renfermant le projet de résolution</i>	<i>Numéro de la séance</i>	<i>Question</i>	<i>Membre(s) permanent(s) ayant voté contre</i>
30 septembre 1975	S/11833	1846	Admission de nouveaux membres (République démocratique du Viet Nam)	États-Unis
30 septembre 1975	S/11832	1846	Admission de nouveaux membres (République du Sud-Viet Nam)	États-Unis
11 août 1975	S/11796	1836	Admission de nouveaux membres (République démocratique du Viet Nam)	États-Unis
11 août 1975	S/11795	1836	Admission de nouveaux membres (République du Sud-Viet Nam)	États-Unis
6 juin 1975	S/11713	1829	La situation en Namibie	États-Unis, France, Royaume-Uni
30 octobre 1974	S/11543	1808	Relations entre l'ONU et l'Afrique du Sud	États-Unis, France, Royaume-Uni
31 juillet 1974	S/11400 avec amendements	1788	La situation à Chypre	URSS
26 juillet 1973	S/10974	1735	La situation au Moyen-Orient	États-Unis
22 mai 1973	S/10928	1716	Question concernant la situation en Rhodésie du Sud	États-Unis, Royaume-Uni
21 mars 1973	S/10931/Rev.1	1704	Examen de mesures visant le maintien et le renforcement de la paix et de la sécurité en Amérique latine	États-Unis
29 septembre 1972	S/10805/Rev.1 avec amendements	1666	Question concernant la situation en Rhodésie du Sud	Royaume-Uni
10 septembre 1972	S/10784	1662	La situation au Moyen-Orient	États-Unis
25 août 1972	S/10771	1660	Admission de nouveaux membres (Bangladesh)	Chine
4 février 1972	S/10606	1639	Examen des questions relatives à l'Afrique dont le Conseil de sécurité est actuellement saisi et mise en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil (situation en Rhodésie du Sud)	Royaume-Uni
30 décembre 1971	S/10489	1623	Question concernant la situation en Rhodésie du Sud	Royaume-Uni
13 décembre 1971	S/10446/Rev.1	1613	Lettre datée du 12 décembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par les États-Unis (au sujet de la question de l'Inde et du Pakistan)	URSS
5 décembre 1971	S/10423	1607	Lettre datée du 4 décembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Argentine, la Belgique, le Burundi, les États-Unis, l'Italie,	URSS



<i>Date</i>	<i>Document renfermant le projet de résolution</i>	<i>Numéro de la séance</i>	<i>Question</i>	<i>Membre(s) permanent(s) ayant voté contre</i>
			le Japon, le Nicaragua, le Royaume-Uni et la Somalie (au sujet de la question de l'Inde et du Pakistan)	
4 décembre 1971	S/10416	1606	Lettre datée du 4 décembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par l'Argentine, la Belgique, le Burundi, les États-Unis, l'Italie, le Japon, le Nicaragua, le Royaume-Uni et la Somalie (au sujet de la question de l'Inde et du Pakistan)	URSS
10 novembre 1970	S/9976	1556	Question concernant la situation en Rhodésie du Sud	Royaume-Uni
17 mars 1970	S/9696 et Corr.1 et 2	1534	Question concernant la situation en Rhodésie du Sud	États-Unis, Royaume-Uni
22 août 1968	S/8761	1443	Lettre datée du 21 août 1968, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Canada, le Danemark, les États-Unis, la France, le Paraguay et le Royaume-Uni (au sujet de la situation en Tchécoslovaquie)	URSS
4 novembre 1966	S/7575/Rev.1	1319	La question de Palestine	URSS
21 décembre 1964	S/6113 avec amendements	1182	La question de Palestine	URSS
17 septembre 1964	S/5973	1152	Lettre datée du 3 septembre 1964, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Malaisie	URSS
13 septembre 1963	S/5425/Rev.1	1069	La situation en Rhodésie du Sud	Royaume-Uni
3 septembre 1963	S/5407	1063	La question de Palestine	URSS
22 juin 1962	S/5134	1016	La question de l'Inde et du Pakistan	URSS
18 décembre 1961	S/5033	988	Lettre datée du 18 décembre 1961, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Portugal (au sujet de Goa)	URSS
30 novembre 1961	S/5006	985	Demandes d'admission de nouveaux membres (Koweït)	URSS
7 juillet 1961	S/4855	960	Plaintes du Koweït au sujet de la situation résultant de menaces exercées par l'Iraq contre l'intégrité territoriale du Koweït; plainte de l'Iraq au sujet de la situation résultant de la menace armée exercée par le Royaume-Uni contre l'indépendance et la sécurité de l'Iraq	URSS
13 décembre 1960	S/4578/Rev.1	920	Lettre datée du 13 juillet 1960, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (situation au Congo)	URSS

<i>Date</i>	<i>Document renfermant le projet de résolution</i>	<i>Numéro de la séance</i>	<i>Question</i>	<i>Membre(s) permanent(s) ayant voté contre</i>
3-4 décembre 1960	S/4567/Rev.1	911	Demandes d'admission de nouveaux membres (Mauritanie)	URSS
17 septembre 1960	S/4523	906	Lettre datée du 13 juillet 1960, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (au sujet de la situation au Congo)	URSS
26 juillet 1960	S/4409/Rev.1	883	Télégrammes datés du 13 juillet 1960, adressés au Secrétaire général par l'URSS	URSS
26 juillet 1960	S/4411	883	Télégrammes datés du 13 juillet 1960, adressés au Secrétaire général par l'URSS	URSS
9 décembre 1958	S/4130/Rev.1	843	Admission de nouveaux membres (Viet Nam)	URSS
9 décembre 1958	S/4129/Rev.1	843	Admission de nouveaux membres (République de Corée)	URSS
22 juillet 1958	S/4055/Rev.1	837	Lettres datées du 22 mai 1958 et du 17 juillet 1958, adressées au Président du Conseil de sécurité par le Liban et par la Jordanie, respectivement (plaintes du Liban et de la Jordanie concernant l'ingérence de la République arabe unie dans leurs affaires intérieures)	URSS
18 juillet 1958	S/4050/Rev.1	834	Lettres datées du 22 mai 1958 et du 17 juillet 1958, adressées au Président du Conseil de sécurité par le Liban et par la Jordanie, respectivement, au sujet de l'ingérence de la République arabe unie dans leurs affaires intérieures	URSS
2 mai 1958	S/3995 avec amendements (S/3998)	817	Plainte formulée par l'URSS dans une lettre au Président du Conseil de sécurité datée du 18 avril 1958, intitulée « Mesures d'urgence pour mettre fin aux vols d'avions militaires des États-Unis armés de bombes atomiques et à hydrogène en direction des frontières de l'Union soviétique »	URSS
9 septembre 1957	S/3885	790	Admission de nouveaux membres (Viet Nam)	URSS
9 septembre 1957	S/3884	790	Admission de nouveaux membres (République de Corée)	URSS
20 février 1957	S/3787	773	La question de l'Inde et du Pakistan	URSS
4 novembre 1956	S/3730/Rev.1	754	Lettre datée du 27 octobre 1956, adressée au Président du Conseil de sécurité par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni au sujet de la situation en Hongrie	URSS
30 octobre 1956	S/3713/Rev.1 avec amendements	750	Lettre datée du 29 octobre 1956, adressée au Président du Conseil de sécurité par les États-Unis (question de Palestine)	France, Royaume-Uni

<i>Date</i>	<i>Document renfermant le projet de résolution</i>	<i>Numéro de la séance</i>	<i>Question</i>	<i>Membre(s) permanent(s) ayant voté contre</i>
30 octobre 1956	S/3710 avec amendements	749	Lettre datée du 29 octobre 1956, adressée au Président du Conseil de sécurité par les États-Unis (question de Palestine)	France, Royaume-Uni
15 décembre 1955	S/3510	706	Admission de nouveaux membres (Japon)	URSS
20 juin 1954	S/3236/Rev.1	675	Câble daté du 19 juin 1954, adressé au Président du Conseil de sécurité par le Guatemala	URSS
18 juin 1954	S/3229	674	Lettre datée du 29 mai 1954, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Thaïlande	URSS
29 mars 1954	S/3188/Corr.1	664	La question de Palestine	URSS
22 janvier 1954	S/3151/Rev.2	656	La question de Palestine	URSS
19 septembre 1952	S/2760	603	Admission de nouveaux membres (Cambodge)	URSS
19 septembre 1952	S/2759	603	Admission de nouveaux membres (Laos)	URSS
19 septembre 1952	S/2758	603	Admission de nouveaux membres (Viet Nam)	URSS
18 septembre 1952	S/2754	602	Admission de nouveaux membres (Japon)	URSS
16 septembre 1952	S/2483	600	Admission de nouveaux membres (Libye)	URSS
9 juillet 1952	S/2688	590	Question d'une demande d'enquête sur des allégations de guerre bactériologique	URSS
3 juillet 1952	S/2671	587	Question d'une demande d'enquête sur des allégations de guerre bactériologique	URSS
6 février 1952	S/2443	573	Admission de nouveaux membres (Italie)	URSS
30 novembre 1950	S/1894	530	Plainte concernant l'invasion armée de Taiwan (Formose); plainte concernant une agression contre la République de Corée	URSS
12 septembre 1950	S/1752	501	Plainte concernant des bombardements aériens contre le territoire de la Chine	URSS
6 septembre 1950	S/1653	496	Plainte concernant une agression contre la République de Corée	URSS
18 octobre 1949	S/1408/Rev.1	452	Régulation et réduction des armements et des forces armées	URSS
18 octobre 1949	S/1399/Rev.1	452	Régulation et réduction des armements et des forces armées	URSS
11 octobre 1949	S/1398	450	Régulation et réduction des armements et des forces armées	URSS
13 septembre 1949	S/1337	443	Demande d'admission (Ceylan)	URSS

<i>Date</i>	<i>Document renfermant le projet de résolution</i>	<i>Numéro de la séance</i>	<i>Question</i>	<i>Membre(s) permanent(s) ayant voté contre</i>
13 septembre 1949	S/1336	443	Demande d'admission (Autriche)	URSS
13 septembre 1949	S/1335	443	Demande d'admission (Irlande)	URSS
13 septembre 1949	S/1334	443	Demande d'admission (Finlande)	URSS
13 septembre 1949	S/1333	443	Demande d'admission (Italie)	URSS
13 septembre 1949	S/1332	443	Demande d'admission (Transjordanie)	URSS
13 septembre 1949	S/1331	443	Demande d'admission (Portugal)	URSS
7 septembre 1949	S/1385	439	Demande d'admission (Népal)	URSS
8 avril 1949	S/1305	423	Demande d'admission (République de Corée)	URSS
15 décembre 1948	S/PV.384	384	Demande d'admission (Ceylan)	URSS
25 octobre 1948	S/1048	372	Notifications identiques datées du 29 septembre 1948, adressées au Secrétaire général par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni (blocus de Berlin)	URSS
18 août 1948	S/PV.351	351	Demande d'admission (Ceylan)	URSS
22 juin 1948	S/836	325	Lettre datée du 26 mai 1948, transmettant le troisième rapport de la Commission de l'énergie atomique, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président de la Commission	URSS
24 mai 1948	S/PV.303	303	Lettre datée du 12 mars 1948, adressée au Secrétaire général par le Chili (événements en Tchécoslovaquie)	URSS
24 mai 1948	S/PV.303	303	Lettre datée du 12 mars 1948, adressée au Secrétaire général par le Chili (événements en Tchécoslovaquie) (question préliminaire)	URSS
10 avril 1948	S/PV.279	279	Demande d'admission (Italie)	URSS
1 <sup>er</sup> octobre 1947	S/PV.206	206	Demande d'admission (Italie)	URSS
1 <sup>er</sup> octobre 1947	S/PV.206	206	Demande d'admission (Finlande)	URSS
15 septembre 1947	S/552, S/PV.202	202	La question grecque (concernant la situation dans le nord de la Grèce) (question préliminaire)	URSS
15 septembre 1947	S/552	202	La question grecque (concernant la situation dans le nord de la Grèce)	URSS
21 août 1947	S/PV.190	190	Demande d'admission (Autriche)	URSS
21 août 1947	S/PV.190	190	Demande d'admission (Italie)	URSS

<i>Date</i>	<i>Document renfermant le projet de résolution</i>	<i>Numéro de la séance</i>	<i>Question</i>	<i>Membre(s) permanent(s) ayant voté contre</i>
19 août 1947	S/486	188	La question grecque (incidents frontaliers en Grèce)	URSS
19 août 1947	S/471 et Add.1	188	La question grecque (incidents frontaliers en Grèce)	URSS
18 août 1947	S/PV.186	186	Demande d'admission (Portugal)	URSS
18 août 1947	S/PV.186	186	Demande d'admission (Irlande)	URSS
18 août 1947	S/PV.186	186	Demande d'admission (Transjordanie)	URSS
29 juillet 1947	S/PV.170	170	La question grecque (incidents frontaliers en Grèce)	URSS
25 mars 1947	S/PV.122	122	Incidents dans le détroit de Corfou	URSS
20 septembre 1946	S/PV.70	70	Télégramme daté du 24 août 1946, adressé au Secrétaire général par la République socialiste soviétique d'Ukraine	URSS
29 août 1946	S/PV.57	57	Demande d'admission (Portugal)	URSS
29 août 1946	S/PV.57	57	Demande d'admission (Irlande)	URSS
29 août 1946	S/PV.57	57	Demande d'admission (Transjordanie)	URSS
26 juin 1946	S/PV.49	49	La question d'Espagne	URSS
26 juin 1946	S/PV.49	49	La question d'Espagne (question préliminaire)	URSS
26 juin 1946	S/PV.49	49	La question d'Espagne	URSS
18 juin 1946	S/PV.45	47	La question d'Espagne	URSS
16 février 1946	S/PV.23	23	Lettre datée du 4 février 1946, adressée au Secrétaire général par les chefs de délégation du Liban et de la Syrie	URSS

## II. Paragraphes de projets de résolution ou amendements à des projets de résolution rejetés parce qu'un ou plusieurs membres permanents du Conseil ont voté contre

<i>Date</i>	<i>Document renfermant le projet de résolution</i>	<i>Texte rejeté</i>	<i>Numéro de la séance</i>	<i>Question</i>	<i>Membre(s) permanent(s) ayant voté contre</i>
26 juillet 1985	S/17354/Rev.1 *	Projet d'amendement publié sous la cote S/17363	2602	La question de l'Afrique du Sud	États-Unis, Royaume-Uni
29 septembre 1972	S/10805/Rev.1	Par. 1 du dispositif	1666	Question concernant la situation en Rhodésie du Sud	Royaume-Uni
29 septembre 1972	S/10805/Rev.1	Par. 5 du dispositif	1666	Question concernant la situation en Rhodésie du Sud	Royaume-Uni
10 septembre 1972	S/10784	Projet d'amendement publié sous la cote S/10786, par. 2 a)	1662	La situation au Moyen-Orient	Chine, URSS
24 novembre 1961	S/4985/Rev.1	Projet d'amendement publié sous la cote S/4989/Rev.2, par. 6	982	Lettre datée du 13 juillet 1960, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général [au sujet de la situation au Congo]	URSS
24 novembre 1961	S/4985/Rev.1	Projet d'amendement publié sous la cote S/4989/Rev.2, par. 3	982	Lettre datée du 13 juillet 1960, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général [au sujet de la situation au Congo]	URSS
20-21 février 1961	S/4733/Rev.1	Amendement proposé au premier alinéa du préambule (S/PV.942, par. 172)	942	Lettre datée du 13 juillet 1960, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général [au sujet de la situation au Congo]	URSS
20-21 février 1961	S/4733/Rev.1	Amendement proposé au premier alinéa du préambule (S/PV.942, par. 128)	942	Lettre datée du 13 juillet 1960, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général [au sujet de la situation au Congo]	URSS
13 octobre 1956	S/3671 tel que modifié	Par. 2 du dispositif à la fin du projet de résolution	743	Situation créée par la décision prise unilatéralement par le Gouvernement égyptien de mettre fin au régime international du canal de Suez institué par la Convention de 1888 relative au canal de Suez	URSS
14 décembre 1955	S/3509	Projet d'amendement visant à inclure le Japon dans la liste de pays figurant au deuxième alinéa du préambule (S/PV.705, par. 11)	705	Admission de nouveaux membres [Albanie, Jordanie, Irlande, Portugal, Hongrie, Italie, Autriche, Roumanie, Bulgarie, Finlande, Ceylan, Népal, Libye, Cambodge, Laos, Espagne]	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Espagne »)	704	Admission de nouveaux membres [Espagne, Laos, Japon, Cambodge, Libye, Népal, Ceylan, Finlande,	URSS

<i>Date</i>	<i>Document renfermant le projet de résolution</i>	<i>Texte rejeté</i>	<i>Numéro de la séance</i>	<i>Question</i>	<i>Membre(s) permanent(s) ayant voté contre</i>
				Autriche, Italie, Portugal, Irlande, Jordanie, Mongolie]	
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Laos »)	704	Admission de nouveaux membres (voir ci-dessus)	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Japon »)	704	Admission de nouveaux membres [voir ci-dessus]	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Cambodge »)	704	Admission de nouveaux membres [voir ci-dessus]	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Libye »)	704	Admission de nouveaux membres (voir ci-dessus)	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Népal »)	704	Admission de nouveaux membres [voir ci-dessus]	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Ceylan »)	704	Admission de nouveaux membres [voir ci-dessus]	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Finlande »)	704	Admission de nouveaux membres [voir ci-dessus]	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Autriche »)	704	Admission de nouveaux membres [voir ci-dessus]	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Italie »)	704	Admission de nouveaux membres [voir ci-dessus]	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Portugal »)	704	Admission de nouveaux membres [voir ci-dessus]	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Irlande »)	704	Admission de nouveaux membres [voir ci-dessus]	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Jordanie »)	704	Admission de nouveaux membres [voir ci-dessus]	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Deuxième alinéa du préambule (le mot « Mongolie »)	704	Admission de nouveaux membres (voir ci-dessus)	URSS

<i>Date</i>	<i>Document renfermant le projet de résolution</i>	<i>Texte rejeté</i>	<i>Numéro de la séance</i>	<i>Question</i>	<i>Membre(s) permanent(s) ayant voté contre</i>
13 décembre 1955	S/3502	Projet d'amendement visant à inclure la République du Viet Nam dans la liste de pays figurant au deuxième alinéa du préambule (S/3506)	704	Admission de nouveaux membres [République du Viet Nam]	URSS
13 décembre 1955	S/3502	Projet d'amendement visant à inclure la République de Corée dans la liste de pays figurant au deuxième alinéa du préambule (S/3506)	704	Admission de nouveaux membres [République de Corée]	URSS
30 novembre 1950	S/1894	Du quatrième alinéa du préambule à la fin du projet de résolution	530	Plainte alléguant l'invasion armée de Taiwan (Formose); plainte alléguant une agression contre la République de Corée	URSS
30 novembre 1950	S/1894	Al. 1 à 3 du préambule	530	Plainte alléguant l'invasion armée de Taiwan (Formose); plainte alléguant une agression contre la République de Corée	URSS
13 décembre 1949	S/1431	Par. 5	456	La question d'Indonésie	URSS
13 décembre 1949	S/1431	Par. 1 à 4	456	La question d'Indonésie	URSS
25 août 1947	S/513	Propositions d'amendement consignées dans le document S/PV.194	194	La question d'Indonésie	France
18 juin 1946	S/PV.45	Al. c)	47	La question d'Espagne	URSS
18 juin 1946	S/PV.45	Al. b)	47	La question d'Espagne	URSS
18 juin 1946	S/PV.45	Al. a)	47	La question d'Espagne	URSS



## Annexe IV

### Résumé des débats établi par le Président

1. Le Groupe de travail à composition non limitée chargé d'étudier la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité, a tenu des consultations le 19 février, les 11, 23 et 26 mars, du 5 au 8 avril et le 19 avril 2004.

2. Lors de ces consultations, le Groupe de travail a concentré son attention sur les cinq thèmes suivants, proposés dans un document de réflexion daté du 23 mars 2004 (voir Annexe I) :

- Nombre des membres d'un Conseil de sécurité élargi;
- Représentation régionale;
- Conditions à remplir pour être membre;
- Rapports entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité;
- Responsabilité.

Le Groupe de travail a par la suite décidé d'ajouter à cette liste le sixième thème suivant :

- Exercice du droit de veto.

#### Thème 1

##### Nombre des membres d'un Conseil de sécurité élargi

3. Une très nette convergence de vues s'est dégagée en faveur de l'augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité. Le Groupe de travail a en effet estimé que la composition du Conseil devait refléter les réalités présentes, notamment le fait que l'Organisation, qui comprenait 51 membres en 1945, en compte maintenant 191.

4. Le Groupe a noté qu'en 1945, lors de la fondation de l'ONU, le Conseil de sécurité comptait 11 membres, soit 21,56 % du nombre total d'États Membres, ou un membre du Conseil pour cinq États Membres.

5. En 1963, le nombre des membres du Conseil a été porté à 15, alors que le nombre total des États Membres était passé à 112. Le taux de représentation des États Membres au Conseil était alors de 13 %, soit un membre du Conseil pour huit États Membres. Actuellement, puisqu'il y a 191 États Membres, ce taux est tombé à 7,85 %, soit un membre du Conseil pour 12,5 États Membres. Certaines délégations ont estimé que l'augmentation du nombre des membres du Conseil devait être suffisante pour rétablir à peu près le taux de 1963 (13 %, soit un membre du Conseil pour huit États Membres).

6. La majorité des délégations favorables à l'augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité envisageaient un Conseil élargi comptant de 24 à 26 membres, ce qui impliquait l'adjonction de 9 à 11 sièges. D'autres délégations ont proposé un Conseil élargi de 20 à 23 membres, ou de 27 membres.

7. Il a été souligné que la question du nombre des membres du Conseil était indissociable de celle de l'adjonction de sièges permanents. Il a été dit aussi qu'une décision sur le nombre des membres d'un Conseil élargi ne devait intervenir qu'une fois qu'auraient été convenus les principes de l'adjonction de sièges.

8. De nombreuses délégations se sont prononcées pour l'augmentation à la fois du nombre des membres permanents et de celui des membres non permanents. Plusieurs délégations ont proposé que dans un Conseil élargi, des sièges permanents soient réservés à certains États Membres appartenant d'une part à la catégorie des pays industrialisés, et d'autre part à celle des pays en développement.

9. D'autres délégations ont exprimé l'avis que si les groupes régionaux ne parvenaient pas à s'accorder sur le choix des États à qui iraient de nouveaux sièges permanents, l'élargissement du Conseil ne devrait porter que sur le nombre des sièges de membres non permanents. D'autres délégations ont estimé que l'élargissement du Conseil devrait en tout état de cause porter uniquement sur le nombre des sièges de membres non permanents. Ils ont fait valoir que les pays en développement étaient actuellement sous-représentés au Conseil, et que la représentativité de celui-ci se trouverait renforcée si de nouveaux sièges non permanents leur étaient réservés.

10. Plusieurs délégations ont aussi exprimé l'avis que l'élargissement du Conseil devrait viser à établir un rapport adéquat entre le nombre des sièges permanents et celui des sièges non permanents. Il a été suggéré que ce rapport soit fixé à un pour trois ou un pour quatre.

11. Il a été dit aussi que l'efficacité d'un Conseil élargi était une considération importante, et que d'ailleurs, le souci d'efficacité devait inspirer l'ensemble des travaux consacrés à la réforme du Conseil, et pas seulement ceux touchant l'augmentation du nombre de ses membres.

12. Diverses interprétations du terme « efficacité » ont été avancées. Il a été suggéré qu'en anglais, les termes « efficiency » et « effectiveness » soient toujours associés. Certaines délégations ont fait valoir que l'augmentation du nombre des membres du Conseil rendrait celui-ci plus efficace parce que plus représentatif. D'autres délégations ont émis des doutes quant à l'existence d'une corrélation directe entre le nombre des membres du Conseil et son efficacité, et d'autres encore ont émis l'avis que le Conseil n'était déjà guère efficace dans sa configuration actuelle.

13. Plusieurs délégations ont soulevé la question du droit de veto et réaffirmé qu'il fallait en limiter l'exercice, par exemple en en restreignant l'usage aux votes sur les projets de résolution prévoyant des mesures qui seraient prises en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, voire l'abolir purement et simplement. D'autres ont appelé l'attention sur la question des prérogatives et pouvoirs d'éventuels membres permanents supplémentaires. Certains d'entre elles ont émis l'avis que les nouveaux membres permanents devaient avoir les mêmes droits et obligations que les membres permanents actuels, tandis que d'autres se sont prononcés contre l'octroi du droit de veto aux nouveaux membres permanents.

## Thème 2

### Représentation régionale

14. Lors des débats consacrés au thème 2, certaines délégations sont revenues sur le thème 1. De nombreuses délégations se sont prononcées pour une augmentation à la fois du nombre des membres permanents et de celui des membres non permanents, arguant de l'augmentation du nombre des États Membres de l'ONU et l'évolution des réalités économiques et politiques. Certaines délégations ont avancé les noms des pays industrialisés et en développement qu'elles estimaient devoir occuper des sièges permanents dans un Conseil élargi.

15. Quelques délégations ont dit que si les groupes régionaux ne parvenaient pas à s'accorder sur le choix des États qui devraient occuper de nouveaux sièges permanents, l'élargissement du Conseil devrait se limiter à l'augmentation du nombre des sièges de membres non permanents, question moins controversée que celle de l'augmentation du nombre de sièges permanents. Certaines délégations ont fait observer que les pays en développement étaient particulièrement sous-représentés au Conseil, et que celui-ci gagnerait en représentativité s'il comptait un plus grand nombre de membres non permanents. D'autres délégations se sont prononcées pour un élargissement du Conseil qui ne porterait que sur le nombre des membres non permanents. Quelques délégations ont, pour leur part, émis l'avis que certaines régions étaient actuellement surreprésentées au Conseil.

16. Au sujet de l'attribution éventuelle de nouveaux sièges permanents aux groupes régionaux, certaines délégations ont dit qu'il appartiendrait à chaque groupe régional de décider quel État le représenterait. D'autres ont suggéré que le soin de choisir les nouveaux membres permanents soit laissé à l'Assemblée générale.

17. Au cours des discussions sur l'augmentation du nombre des membres du Conseil, les cinq groupes régionaux d'États Membres qui existent actuellement ont été mentionnés. Des propositions tendant à la représentation d'autres groupements d'États Membres ont aussi été faites. Des observations ont par ailleurs été faites sur des aspects particuliers de la définition des groupes d'États Membres. Certaines délégations ont exprimé l'avis que le système actuel de groupement des États par régions ne reflétait plus les réalités géopolitiques.

18. Des observations ont été faites sur ce qu'il convenait d'entendre par « représentation régionale ». Pour certaines délégations, les expressions « représentation régionale » et « répartition géographique équitable » étaient interchangeables, mais la seconde était préférable à la première.

19. Pour d'autres, l'expression « représentation régionale » ne recouvrait pas la même notion que l'expression « représentation géographique équitable » telle qu'elle est employée au paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte. Elles ont fait observer qu'il n'était pas question de « groupes régionaux » dans la Charte, et émis des réserves quant à l'emploi de l'expression « représentation régionale », dont le sens n'était à leur avis pas clair. Des propositions ont été faites en faveur de la représentation, dans un Conseil élargi, des États du Moyen-Orient et des États du Pacifique. Certaines délégations ont repris une proposition faite plusieurs années auparavant par le Groupe des États arabes et tendant à ce que ce groupe se voie réserver au Conseil soit un siège permanent, soit deux sièges non permanents.

20. Certaines délégations ont soutenu que le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États et le Groupe des États d'Europe orientale constituaient

des anachronismes, étant donné les liens institutionnels de plus en plus étroits qui existaient entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale.

21. Certaines délégations ont émis l'avis que la représentation régionale devait reposer sur la répartition actuelle des États entre groupes régionaux. Il a été proposé aussi que pour l'attribution d'éventuels sièges permanents supplémentaires, les États Membres soient classés en deux catégories, à savoir les États industrialisés et les États en développement. Plus précisément, il a été suggéré que deux nouveaux sièges permanents soient attribués à des États industrialisés et trois autres à des pays en développement, sur la base du principe d'une répartition géographique équitable.

22. Certaines délégations ont dit que la « représentation régionale » n'avait pas à être prise en considération pour l'élargissement du Conseil de sécurité. Plusieurs d'entre elles considéraient que les membres non permanents du Conseil, bien qu'élus sur une base régionale, ne représentaient pas leurs régions respectives. En tant que membres du Conseil, ils se devaient d'adopter une perspective mondiale et avaient des obligations envers la communauté internationale tout entière.

23. Il a été dit aussi qu'étant donné que les organisations régionales s'occupaient de plus en plus de questions touchant la paix et la sécurité internationales, il fallait leur permettre de participer davantage aux décisions du Conseil de sécurité.

24. Certaines délégations ont suggéré l'attribution aux groupes régionaux de sièges permanents que les États membres de ces groupes occuperaient par roulement, selon une formule analogue à l'alternance pratiquée par le groupe des États africains et le groupe des États arabes. Plusieurs délégations ont souligné que si un siège attribué à un groupe régional était occupé par roulement par les États appartenant à ce groupe, il faudrait veiller à ce qu'aucun État du groupe ne soit exclu du roulement.

25. Certaines délégations ont soutenu que chaque région ayant ses caractéristiques propres, la formule du roulement fonctionnerait peut-être pour certains d'entre eux, mais pas pour d'autres. Plusieurs délégations ont estimé que l'éventualité de l'occupation par roulement de siège permanent méritait un examen plus approfondi.

26. Certaines délégations ont fait observer que les conditions fondamentales à remplir pour être membre du Conseil de sécurité devaient rester celles énoncées à l'Article 23 de la Charte. Ils ont mentionné : la contribution des États Membres au maintien de la paix et de la sécurité internationales et aux autres fins de l'Organisation, et la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable. Certaines délégations ont affirmé qu'il fallait commencer par définir des critères objectifs et universellement acceptables en fonction desquels la contribution des États Membres au maintien de la paix et de la sécurité internationales pourrait être elle-même définie et mesurée.

27. Il a été proposé d'ajouter des critères à ceux prévus à l'Article 23 de la Charte, notamment : l'importance des contributions au financement de l'Organisation; le chiffre de la population; l'envergure et le rôle au niveau régional; l'effectif des forces armées; les contributions aux opérations de maintien de la paix; le sens des responsabilités internationales. Certaines délégations ont fait valoir que les petits pays pouvaient être à l'origine d'idées très intéressantes et apporter ainsi une contribution précieuse à la paix et à la sécurité internationales.

28. Certaines délégations ont affirmé que l'augmentation du nombre des membres du Conseil conférerait à celui-ci une plus grande légitimité sans pour autant nuire à son efficacité. Avec un nombre restreint de membres, le Conseil ne s'était pas montré particulièrement efficace et, en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, avait déçu les espoirs placés en lui. D'autres délégations, en revanche, considéraient que l'augmentation du nombre des membres permanents du Conseil ne serait pas de nature à le rendre plus efficace.

29. Au sujet du droit de veto, certaines délégations se sont prononcées pour l'abolition de ce privilège réservé aux membres permanents, estimant que l'exercice de ce droit avait affaibli l'autorité et entravé le fonctionnement du Conseil. Elles ont aussi affirmé que l'exercice du droit de veto était motivé par l'intérêt national plutôt que par les intérêts communs des États Membres.

30. Plusieurs délégations, tout en étant opposées par principe au droit de veto, ont souligné qu'en tout état de cause, d'éventuels nouveaux membres permanents devraient se voir accorder les mêmes privilèges que les autres. D'autres délégations, en revanche, se sont prononcées contre l'octroi du droit de veto à d'éventuels nouveaux membres permanents. Plusieurs ont affirmé leur conviction que les membres du Conseil de sécurité devaient être responsables devant l'ensemble des États Membres de l'ONU.

### **Thème 3**

#### **Conditions à remplir pour être membre du Conseil**

31. Les débats sur ce thème ont pris pour point de départ le paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte. Des divergences d'opinions se sont manifestées quant à l'interprétation de ce paragraphe et à l'applicabilité de ses dispositions au choix des membres du Conseil.

32. De l'avis de certaines délégations, le paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte pose des conditions justes et raisonnables d'appartenance au Conseil de sécurité. Elles ont fait valoir que le but de la réforme était d'accroître la représentation des pays en développement, sans aller au-delà des principes énoncés au paragraphe 1 de l'Article 23. Pour d'autres délégations, ledit paragraphe ne rend plus convenablement compte des exigences et obligations auxquelles doivent satisfaire les membres du Conseil et il faudrait ajouter de nouveaux critères, au besoin en modifiant le paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte de manière qu'il tienne mieux compte des intérêts des pays en développement. Quelques suggestions ont été faites quant aux conditions supplémentaires auxquelles les États Membres devraient satisfaire pour être membres du Conseil.

33. La question de savoir si le paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte s'applique seulement aux membres non permanents du Conseil ou s'il vaut aussi pour les membres permanents a été posée. Certaines délégations ont soutenu que le paragraphe 1 de l'Article 23, énonçant clairement les conditions d'élection des membres non permanents, ne s'applique qu'à ces derniers. D'autres, en revanche, ont soutenu que le paragraphe 1 de l'Article 23 s'applique aussi aux membres permanents parce qu'il n'y a pas de raison pour que des conditions différentes soient fixées pour les membres permanents et les membres non permanents. Ils ont fait mention en particulier de la contribution des États au maintien de la paix et de la sécurité internationales, qui pouvait impliquer des apports matériels, humains et

financiers. Il a été dit aussi que le libellé du paragraphe 1 de l'Article 23 tenait à ce qu'à l'époque de la rédaction de la Charte, personne n'avait envisagé que le Conseil puisse un jour compter des membres permanents autres que ceux énumérés dans l'Article.

34. La plupart des délégations qui se sont exprimées sur ce sujet ont retenu du paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte qu'il posait deux conditions distinctes : la contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi qu'aux autres fins de l'Organisation, et la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable. Certaines délégations, cependant, ont souligné que les conditions énoncées au paragraphe 1 de l'Article 23 devaient être considérées solidairement et non pas séparément. Cette interprétation améliorerait les chances d'élection au Conseil des petits États, quel que soit le chiffre de leur population ou le poids de leur économie, parce que tous les États Membres seraient traités conformément au principe de l'égalité souveraine.

35. Au sujet de l'application du principe de la répartition géographique équitable, il a été dit que, dans les faits, le respect de ce principe avait été la seule condition véritablement appliquée pour le choix des membres non permanents, étant donné que la répartition des sièges entre les groupes régionaux était régie par une résolution de l'Assemblée générale. Certaines délégations ont critiqué la pratique actuelle, affirmant qu'elle aboutissait à une répartition inéquitable des sièges et que le paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte n'offrait aucun moyen de tenir compte de l'évolution des groupes régionaux. D'autres ont fait observer qu'il n'existait pas de groupes régionaux lors de l'adoption de la Charte et ont lancé un appel en faveur d'un consensus sur l'interprétation des conditions stipulées au paragraphe 1 de l'Article 23.

36. Les délégations se sont pour la plupart accordées à reconnaître que la disposition du paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte, qui pose comme condition d'appartenance au Conseil de sécurité la « contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationales et aux autres fins de l'Organisation » se prêtait à diverses interprétations. Certaines ont affirmé que les contributions d'ordre financier étaient les plus importantes et les plus précieuses et devaient être considérées comme la condition objective primordiale d'appartenance au Conseil de sécurité. Elles ont fait valoir que les contributions au financement de l'Organisation pouvaient être quantifiées de deux manières qui les plaçaient dans deux optiques différentes : en chiffres absolus ou en chiffres par habitant. D'autres délégations ont exprimé l'avis que le Conseil de sécurité ne devait pas être composé exclusivement d'États économiquement puissants. Quelques délégations ont déclaré qu'il fallait se garder d'accorder un poids excessif aux contributions financières en tant que justification de l'augmentation du nombre des membres permanents du Conseil.

37. Certaines délégations ont exprimé l'avis que le terme « contribution » ne désignait pas seulement les apports d'ordre financier. Elles ont cité plusieurs autres facteurs dont dépendait, au sens large, la contribution d'un État au maintien de la paix, notamment : l'effectif des forces armées, indispensables au maintien de la paix; la surface financière; le respect de la Charte, des résolutions du Conseil de sécurité et de celles de l'Assemblée générale; la propension à recourir à des moyens pacifiques de règlement des différends. Il a été dit aussi qu'il était difficile de déterminer objectivement dans quelle mesure était remplie la condition de la

« contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationales », de sorte que cette condition n'avait pas été appliquée systématiquement.

38. Pour plusieurs délégations, l'expérience montrait que les petits États, lorsqu'ils étaient membres du Conseil, pouvaient apporter une contribution importante au maintien de la paix et de la sécurité internationales, notamment en jouant le rôle de médiateurs, en défendant le respect du droit international et en donnant l'exemple du recours aux moyens pacifiques de règlement des différends.

39. Certaines délégations ont affirmé qu'il serait impossible de définir de nouvelles conditions d'appartenance au Conseil de sécurité étant donné l'importance des divergences de vues sur la question. Il a été dit aussi que de nouvelles conditions n'auraient guère de chances d'être acceptées par tous les membres permanents actuels du Conseil.

40. Néanmoins, diverses idées ont été avancées en vue de la définition de nouvelles conditions à remplir pour être membre du Conseil de sécurité. Il a été notamment suggéré de prendre en considération les facteurs suivants : les contributions aux opérations de maintien de la paix; la contribution au financement du budget de l'ONU; le chiffre de la population; la puissance et le potentiel politiques et économiques; la stabilité du système économique; l'effectif des forces armées; l'importance des réductions des dépenses militaires; l'action menée pour éliminer la pauvreté; l'effort consenti pour promouvoir l'éducation; enfin, le rayonnement de la civilisation du pays considéré. Certaines délégations ont fait observer qu'un État ne pouvait mieux contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales qu'en s'abstenant de recourir à la force dans ses relations internationales, en respectant le droit international, en défendant les droits de l'homme et en contribuant à l'aide humanitaire.

41. Certaines délégations ont souligné que les membres du Conseil de sécurité devaient avoir un sens aigu de leur responsabilité, et savoir aussi qu'ils étaient comptables de leurs actes. Il était à leur avis nécessaire de mettre en place un système qui rende les États Membres élus au Conseil de sécurité comptables de leurs actions. Au sujet de la mise en œuvre des décisions du Conseil de sécurité, certaines délégations ont déclaré que la responsabilité première revenait à cet égard aux membres permanents, et qu'il convenait d'étudier les obligations qui leur incombent actuellement.

42. Il a été proposé de modifier le paragraphe 2 de l'Article 23 de la Charte afin de rendre immédiatement rééligibles les États Membres dont le mandat au Conseil de sécurité vient à expiration. Toutefois, d'autres délégations se sont prononcées en faveur du maintien du libellé actuel du paragraphe 2, qui, selon elles, répondait mieux aux exigences de l'attribution par roulement des sièges non permanents du Conseil de sécurité. Certaines délégations ont estimé que la modification envisagée du paragraphe 2 de l'Article 23 aboutirait à créer une nouvelle catégorie de membres non permanents du Conseil, ce qu'il fallait à leur avis éviter.

#### **Thème 4**

#### **Rapport entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité**

43. Lorsque le Groupe de travail a abordé l'examen de ce thème, le Président de l'Assemblée générale a rappelé aux délégations que la question des rapports entre l'Assemblée et le Conseil était aussi examinée dans le cadre des initiatives prises

pour la revitalisation des travaux de l'Assemblée. Il a fait mention de la résolution 58/126 de l'Assemblée générale, particulièrement de ses dispositions suivantes : le paragraphe 2, qui traite des rapports thématiques spéciaux du Conseil de sécurité; le paragraphe 5, qui traite de l'information régulière du Président de l'Assemblée par le Président du Conseil; le paragraphe 6, qui traite de rencontres périodiques entre les Présidents de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social. Le Président a brièvement exposé les incidences qu'aurait la mise en œuvre de ces dispositions. Lors du débat qui a suivi, de nombreuses délégations sont revenues sur des points évoqués par le Président.

44. De nombreuses délégations ont déclaré que pour préciser les rapports entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, il convenait d'abord de se référer aux articles pertinents de la Charte, notamment ses Articles 11, 12, 15, 24 et 25. Il a été souligné qu'aux termes du paragraphe 1 de l'Article 24, les États Membres « confèrent » au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et que le Conseil « agit en leur nom », c'est-à-dire qu'il agit pour l'ensemble des États représentés à l'Assemblée générale.

45. De nombreuses délégations ont cité diverses résolutions de l'Assemblée générale, notamment les résolutions 377 (V) du 3 novembre 1950 (« L'union pour le maintien de la paix ») et 58/126 du 19 décembre 2003. Ces résolutions ont été invoquées à l'appui d'arguments qui visaient à préciser les rapports entre l'Assemblée et le Conseil et à renforcer le rôle de l'Assemblée en tant qu'organe de décision.

46. Les délégations se sont accordées à reconnaître qu'il y avait lieu de renforcer les rapports entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. De l'avis de nombreuses délégations, la réalisation de cet objectif impliquait que le Conseil rende ses travaux plus transparents et améliore ses méthodes. Le rapport annuel et les rapports spéciaux du Conseil à l'Assemblée ont été cités, en particulier, comme indiquant le degré de transparence des travaux du Conseil. De l'avis de certaines délégations, les règles prévoyant la soumission de ces rapports consacraient implicitement l'obligation que le Conseil avait de rendre compte à l'Assemblée générale.

47. Un certain nombre de délégations, tout en admettant qu'il y avait eu récemment une amélioration de la qualité des rapports annuels du Conseil de sécurité, ont jugé que ces rapports n'étaient pas encore suffisamment complets, approfondis et analytiques. Il fallait à leur avis que les rapports annuels fassent mieux ressortir comment le Conseil avait traité les questions relevant de sa compétence, ce qui permettrait à l'Assemblée d'y réagir de façon plus circonstanciée. Il a été dit aussi que le Groupe de travail à composition non limitée jouait un rôle très important dans les relations entre l'Assemblée et le Conseil.

48. Certaines délégations ont exprimé l'avis que le Conseil de sécurité empiétait de plus en plus sur les prérogatives de l'Assemblée générale, et ont évoqué plusieurs raisons qui, selon elles, pouvaient expliquer ce phénomène. Plusieurs délégations ont mis en question les travaux thématiques du Conseil de sécurité, en particulier ceux qui portent sur des questions qui ne relèvent pas de son mandat en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les délégations qui se sont exprimées sur ce sujet ont cité parmi les thèmes ainsi abordés par le Conseil l'égalité entre les sexes, la pauvreté, les enfants en période de conflit armé, la primauté du droit et les droits de l'homme, thèmes relevant traditionnellement de la



compétence de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social. Il a été dit que l'examen de ces thèmes, y compris l'élaboration de définitions et la prise de décisions, relevait des attributions délibératives et normatives de l'Assemblée.

49. Il a été dit aussi que la nature des situations qui menacent la paix et la sécurité internationales avait beaucoup changé. En particulier, les menaces imputables à des conflits internes plutôt qu'à des conflits internationaux avaient pris une importance considérable, ce qui conduisait le Conseil à s'occuper de questions telles que l'aide humanitaire et la consolidation de la paix dans les situations postconflituelles, domaines qui pouvaient être considérés comme relevant de la compétence d'autres organes.

50. D'autres délégations ont exprimé l'avis que le « glissement de compétences » observé entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité était dû non seulement à ce que le Conseil s'était montré disposé à étendre son champ d'action à de nouvelles questions, mais aussi à ce que l'Assemblée générale s'était révélée incapable de traiter utilement de ces questions. Pour que des rapports mieux équilibrés s'instaurent entre les deux organes, il fallait donc d'abord que l'Assemblée générale améliore l'efficacité de ses travaux. Il a été dit qu'idéalement, le Conseil devrait pouvoir se borner à prendre les décisions fondamentales requises pour faire face aux menaces contre la paix et la sécurité internationales, décisions dont la mise en œuvre serait confiée à l'Assemblée générale. L'ordre du jour du Conseil de sécurité n'étant déjà que trop chargé, l'amélioration de l'efficacité des travaux de l'Assemblée aurait des effets bénéfiques pour l'un et l'autre organes.

51. Plusieurs délégations ont noté que le Conseil de sécurité jouait de plus en plus un rôle normatif, citant comme exemple la résolution 1373 (2001) du Conseil et les travaux du Comité contre le terrorisme. Certaines délégations se sont montrées sceptiques quant à la sagesse de cette évolution, qui à leur avis faisait sortir le Conseil du rôle que lui assignait la Charte.

52. La plupart des délégations ont admis que le Conseil avait pris des mesures importantes pour améliorer la transparence de ses travaux. La meilleure qualité de ses rapports, la tenue plus fréquente de séances et débats publics et l'organisation de réunions d'information à l'intention des non-membres du Conseil (notamment par le Président du Comité contre le terrorisme) ont été citées comme des signes de cette évolution.

53. Plusieurs délégations ont noté que le mérite de ces améliorations revenait en partie au Groupe de travail, qui avait à cet égard joué le rôle de catalyseur. De nombreuses délégations ont fait des suggestions précises en vue d'accroître encore la transparence des travaux du Conseil de sécurité, proposant notamment :

- Que le Conseil tienne plus fréquemment des réunions ouvertes à tous les États Membres;
- Que les États concernés puissent participer aux consultations du Conseil et prendre part à ses décisions;
- Que des améliorations soient apportées aux exposés d'information faits par le Président du Conseil;
- Que, lors des séances du Conseil ouvertes à tous les États Membres, les États qui ne sont pas représentés au Conseil puissent s'exprimer avant, plutôt qu'après les États qui en sont membres;

- Que le Règlement intérieur du Conseil de sécurité cesse d'être provisoire. Il a été proposé en outre que l'Assemblée générale soit associée à la mise en forme définitive du Règlement intérieur du Conseil;
- Que les consultations mensuelles entre le Président de l'Assemblée générale et celui du Conseil soient rendues obligatoires;
- Que l'Assemblée générale mette en œuvre la formule « L'union pour le maintien de la paix » prévue dans sa résolution 377 (V) du 3 novembre 1950, afin que l'Assemblée générale puisse être saisie des questions sur lesquelles le Conseil de sécurité ne parvient pas à prendre une décision;
- Que la question du droit de veto soit revue dans le cadre de la réforme du Conseil de sécurité.

54. Les consultations tenues récemment entre certains membres du Conseil de sécurité et le Mouvement des non-alignés sur la question de la non-prolifération des armes de destruction massive, et la participation de non-membres à une réunion du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur le maintien de la paix ont été citées comme signalant une évolution récente et très positive des rapports entre le Conseil et l'ensemble des États Membres.

55. Les échanges de vues qui ont lieu régulièrement entre les Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité en application de la résolution 58/126 de l'Assemblée ont aussi été cités comme un exemple encourageant. En revanche, il a été jugé regrettable que, pour des raisons de procédure, la réunion conjointe de l'Assemblée et du Conseil qui avait été envisagée pour commémorer le génocide du Rwanda n'ait pas eu lieu.

56. Au cours des travaux consacrés au thème 4, un certain nombre de délégations ont fait des observations qui rattachaient ce thème au thème 5 (Responsabilité). Elles ont fait observer qu'en vertu de l'Article 12 de la Charte, les États Membres étaient tenus d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité touchant la paix et la sécurité internationales, et qu'il convenait que le pouvoir coercitif ainsi accordé au Conseil soit assorti de certaines obligations. Il a été dit aussi, à ce sujet, qu'en vertu de l'Article 24 de la Charte, le Conseil était responsable devant l'Assemblée générale. Par conséquent, a-t-il été souligné, le Conseil était censé prendre ses décisions au nom de l'ensemble des États Membres, et non pas à leur place.

## **Thème 5**

### **Responsabilité**

57. De l'avis de nombreuses délégations, ce thème se rattachait étroitement au précédent (« Rapports entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité »). Selon elles, l'obligation faite au Conseil de rendre compte de ses travaux et l'impératif de transparence auquel ceux-ci devaient satisfaire étaient les deux aspects principaux de la responsabilité du Conseil devant l'Assemblée générale. Il était certes difficile d'imaginer un dispositif politique ou un cadre juridique qui consacre le principe de la responsabilité du Conseil, mais en tout état de cause, de l'avis d'une grande partie des délégations, ce principe était déjà fondé en droit par la Charte, notamment le paragraphe 1 de l'Article 24. Il a été signalé aussi que le Conseil de sécurité tenait ses pouvoirs des Chapitres VI, VIII, IX et XII de la Charte, et que ses responsabilités étaient définies aux Articles 24 et 23.

58. Il a été dit par ailleurs que l'Article 7 de la Charte n'établissait pas une hiérarchie des organes principaux des Nations Unies, et qu'aucun d'entre eux ne pouvait donc être considéré comme responsable devant un autre. On a fait observer à cet égard que les dispositions de la Charte prévoyant la soumission de rapports par le Conseil économique et social et par le Conseil de sécurité avaient pour objet de faciliter les échanges d'informations et non pas de soumettre les travaux de tel organe à l'appréciation de tel autre.

59. De l'avis de nombreuses délégations, le Conseil de sécurité, pour s'acquitter convenablement de sa responsabilité envers l'ensemble des États Membres de l'Organisation, devait rendre ses travaux plus transparents et améliorer ses méthodes.

60. Parmi les signes d'amélioration des méthodes de travail du Conseil, diverses délégations ont cité : l'amélioration de la qualité des rapports annuels du Conseil; l'organisation plus fréquente de séances publiques; la tenue de consultations mensuelles entre le Président de l'Assemblée générale et celui du Conseil; les consultations entre le Président du Conseil et les groupes régionaux; la qualité des consultations organisées entre les pays qui fournissent des contingents, le Conseil et le Secrétariat; les exposés faits régulièrement, à l'intention des non-membres du Conseil, à l'issue des consultations; l'application de la « formule Arria »; l'organisation de rencontres avec des représentants de la société civile; les points de presse du Président du Conseil; la page Web de la présidence du Conseil, permettant notamment de consulter en ligne le programme mensuel des travaux du Conseil; enfin, l'action menée par le Groupe de travail lui-même pour obtenir que le Conseil rende ses travaux plus transparents. Le Conseil a été invité à travailler plus fréquemment dans un cadre informel tel que celui des « groupes d'amis ».

61. Pour certaines délégations, l'augmentation du nombre des membres du Conseil, en rendant celui-ci plus représentatif, contribuerait pour beaucoup à sa responsabilisation. Plusieurs délégations se sont déclarées fermement convaincues que l'adjonction de sièges permanents et non permanents, en corrigeant le déséquilibre qui caractérisait, selon elles, la composition actuelle du Conseil, conférerait à celui-ci la légitimité requise et ferait de lui un organe plus responsable, plus représentatif et mieux à même d'agir.

62. D'autres délégations ont souligné que l'élargissement du Conseil devrait consister à relever uniquement le nombre de ses membres élus, étant donné que ses membres permanents n'avaient pas à répondre de leurs actes; à leur avis, seule la sanction d'un scrutin rendait les membres du Conseil comptables de leurs actes envers l'ensemble des États Membres de l'Organisation. Dans cet ordre d'idées, il a été proposé, afin de responsabiliser le Conseil, de soumettre le comportement de ses membres permanents et non permanents à des évaluations périodiques.

63. D'autres observations et suggestions ont été faites, et il a été dit notamment que la manière dont une institution réagissait en cas de crise constituait le meilleur indicateur de la mesure dans laquelle elle était à la hauteur de ses responsabilités, et qu'envisagé de ce point de vue, le bilan des travaux du Conseil pour les 10 dernières années n'était guère positif. Il a été proposé que le Président du Groupe de travail demande au Secrétariat de lui communiquer des informations de base sur les contributions des États Membres aux opérations de maintien de la paix et au financement des fonds d'affectation spéciale. Dans la même veine, il a été suggéré qu'à l'avenir, les membres du Conseil soient soumis à l'obligation de contribuer

plus activement aux opérations de maintien de la paix. Il a été proposé aussi que soit examinée la question d'un arbitrage judiciaire en cas de désaccord profond entre les membres du Conseil de sécurité et les États Membres en général sur le point de savoir si une décision relève ou non du mandat du Conseil de sécurité.

64. Plusieurs délégations ont déclaré que le Conseil de sécurité avait assumé un rôle normatif qui ne lui était pas assigné par la Charte, par exemple en instituant le Comité contre le terrorisme, en créant des tribunaux ad hoc et, tout récemment, en s'occupant de la non-prolifération des armes de destruction massive. Cette évolution, selon elles, rendait plus urgente encore la nécessité d'étudier les moyens d'obtenir que le Conseil rende compte de son action aux États Membres en général. Certaines délégations ont fait observer que le degré de responsabilité du Conseil devait aussi être évalué en fonction de son aptitude à se réformer lui-même et à répondre aux menaces présentes et futures contre la paix internationale, toutes choses qui relèvent de sa compétence.

65. Il a été suggéré d'explorer la possibilité de mettre en place une formule de « sous-traitance » qui permettrait au Conseil de sécurité de déléguer l'examen de questions particulières à des groupes de travail ouverts aux non-membres du Conseil. Une telle formule permettrait d'alléger les travaux du Conseil et d'y associer plus étroitement les États Membres en général.

66. D'autres propositions précises ont été faites en vue de la responsabilisation du Conseil de sécurité, notamment : inviter le Secrétariat à faire des exposés d'information lors des séances publiques du Conseil; demander au Conseil de soumettre des rapports spéciaux; inclure, dans les résolutions du Conseil instituant un régime de sanctions, un plan de sortie et des dispositions prévoyant la révision périodique des modalités, critères et conditions régissant les sanctions; enfin, faire cesser la pratique consistant à mettre à profit les séances de synthèse du Conseil pour défendre des causes nationales.

67. Diverses délégations ont dit qu'à leur avis, l'exercice de leur droit de veto par les membres permanents réduisait la mesure dans laquelle le Conseil était comptable de ses actes devant les États Membres. Quelques délégations se sont prononcées pour l'abolition du droit de veto.

68. À propos des différents thèmes, un certain nombre de délégations ont fait mention des travaux du Groupe de personnalités constitué par le Secrétaire général. Elles ont exprimé l'espoir que les propositions du Groupe permettraient d'approfondir la réflexion et d'avancer des idées nouvelles sur la manière de résoudre les problèmes qui se posent à l'échelle du système des Nations Unies, et contribueraient à faire avancer la réforme du Conseil de sécurité.

## **Thème 6**

### **Exercice du droit de veto**

69. Pour faciliter l'examen de ce thème, le Président du Groupe de travail avait fait distribuer une note de réflexion (voir annexe II). Les délégations l'ont remercié de cette initiative, soulignant que l'exercice du droit de veto figurait parmi les sujets essentiels à examiner dans le cadre de la réforme du Conseil de sécurité.

70. De l'avis de nombreuses délégations, le droit de veto était un anachronisme, et il était dans son principe discriminatoire et antidémocratique. Selon elles, l'exercice de ce droit ou la menace d'un veto contredisait absolument les principes de

transparence et de responsabilité qui devaient régir les méthodes de travail et la procédure du Conseil de sécurité.

71. De nombreuses délégations ont estimé que l'exercice du droit de veto créait au sein du Conseil de sécurité deux classes de membres, au mépris du principe de l'égalité souveraine des États énoncé au paragraphe 1 de l'Article 2 de la Charte. Il a été dit que parmi les organes des Nations Unies, le Conseil était le seul à suivre une pratique institutionnalisée, qui l'amenait à violer régulièrement le principe de l'égalité souveraine des États.

72. Un certain nombre de délégations ont fait observé qu'il fallait attacher autant, sinon plus d'importance aux menaces de veto qui s'exerçaient pendant les consultations du Conseil (veto « informel », « veto tacite »), qu'à l'exercice proprement dit du droit de veto. La menace d'un veto pouvait même empêcher le Conseil d'aborder certaines questions. De l'avis de nombreuses délégations, l'exercice abusif du droit de veto mettait le Conseil dans l'incapacité de remplir ses obligations.

73. De nombreuses délégations ont souligné que le droit de veto était censé être exercé dans l'intérêt de tous les États Membres de l'Organisation. Or, dans bien des cas, le veto n'avait d'autre objet que de protéger des intérêts nationaux. Certaines délégations ont affirmé que les membres permanents du Conseil n'exerçaient leur droit de veto que lorsqu'ils se trouvaient devant une décision qui risquait à leur avis de contredire leur propre conception des menaces contre la paix mondiale.

74. Une délégation a déclaré qu'à son avis, le droit de veto restait un élément utile du pouvoir décisionnaire du Conseil de sécurité, et que la possibilité d'y recourir continuait d'avoir sa place parmi les moyens mis en œuvre pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Cette délégation a ajouté que le droit de veto devait toutefois être exercé avec modération et conformément à la Charte. Il a été dit aussi qu'il fallait envisager les conséquences à long terme qu'aurait une modification des dispositions régissant le droit de veto. Une autre délégation a fait observer que les membres permanents du Conseil n'exerçaient pas systématiquement leur droit de veto lorsqu'ils avaient des difficultés à souscrire à une décision, et qu'il fallait examiner la pratique de l'abstention en même temps que l'exercice du droit de veto.

75. De l'avis de nombreuses délégations, un « moratoire volontaire » du veto ou l'engagement des membres permanents du Conseil à n'exercer ce droit qu'avec modération ne constitueraient pas des solutions propres à démocratiser véritablement le Conseil de sécurité. Il a été dit aussi que toute solution au problème du veto devrait être consacrée par des règles, tenir compte des impératifs fonctionnels et avoir un caractère permanent.

76. De nombreuses délégations ont évoqué l'origine du droit de veto. Elles ont noté que ce droit avait été institué pour les décisions relevant du Chapitre VII de la Charte dans le but de sauvegarder l'intérêt commun. Or, à leur avis, ce but avait été oublié. De nombreuses délégations se sont prononcées pour l'abolition du droit de veto. Un certain nombre d'entre elles ont toutefois déclaré qu'il leur semblait irréaliste, en l'état actuel des choses, d'envisager une modification des dispositions de la Charte régissant le droit de veto. Elles ont suggéré qu'en attendant l'abolition pure et simple du droit de veto, son exercice soit soumis à des restrictions.

77. Un certain nombre de propositions ont été faites au sujet de l'exercice du droit de veto, notamment : faire en sorte que les membres permanents du Conseil se

montrent plus responsables dans l'exercice de leur droit de veto; obtenir des membres permanents qu'ils s'engagent à n'exercer leur droit de veto que pour des décisions sur des questions d'importance vitale, et à fournir une explication écrite chaque fois qu'ils l'utiliseraient; imposer aux membres élus du Conseil l'obligation de communiquer aux autres États Membres des informations sur les cas d'exercice du droit de veto ou de menace de veto.

78. Il a été proposé aussi : que le droit de veto soit exercé avec une extrême modération, en particulier pour les décisions autorisant le recours à la force ou instituant des régimes de sanctions; que les membres permanents du Conseil s'engagent à ne pas exercer leur droit de veto pour bloquer une décision à laquelle la majorité des membres du Conseil sont favorables; que l'exercice du droit de veto soit limité aux décisions relevant du Chapitre VII de la Charte; que le droit de veto ne soit pas exercé pour des décisions de procédure; enfin, que les membres permanents s'abstiennent d'exercer leur droit de veto pour bloquer des recommandations formulées par le Conseil en application des Articles 4, 5, 6 et 97 de la Charte.

79. Il a été proposé en outre que le rejet d'une décision par suite de l'exercice du droit de veto au sein du Conseil puisse être annulé par un vote à la majorité des deux tiers de l'Assemblée générale, selon la formule de « L'union pour le maintien de la paix » (voir la résolution 377(V) de l'Assemblée, et suivant une interprétation progressiste du paragraphe 1 de l'Article 24 de la Charte. Certaines délégations, tout en admettant que l'Assemblée générale puisse disposer d'un tel pouvoir, ont déclaré qu'elle ne devrait l'exercer que dans des cas exceptionnels. À leur avis, l'existence même d'un tel pouvoir tendrait à décourager l'exercice abusif du droit de veto au Conseil. Il a été proposé aussi d'étudier, dans la perspective de l'élargissement du Conseil, la possibilité d'instituer une formule qui rendrait le veto inopérant lorsqu'une décision aurait l'appui d'une majorité qualifiée des membres du Conseil.

80. Au sujet de l'octroi éventuel du droit de veto à de nouveaux membres permanents du Conseil, certaines délégations se sont déclarées hostiles à toute discrimination entre les nouveaux et les anciens membres permanents, qui reviendrait à créer sans le vouloir une troisième catégorie de membres. Elles ont souligné que s'il était décidé d'ajouter des sièges permanents au Conseil, leurs titulaires devraient avoir les mêmes privilèges que les membres permanents actuels.

81. D'autres délégations ont objecté qu'étendre le droit de veto à d'autres États Membres risquait de multiplier les problèmes. À leur avis, la réforme du Conseil de sécurité ne devait pas consister à accroître le nombre de ses membres permanents. Selon elles, l'adjonction de sièges permanents ne ferait que perpétuer l'inégalité qui caractérisait les rapports entre l'Assemblée générale et le Conseil, et la présence au Conseil de plus nombreux détenteurs du droit de veto ne ferait pas de celui-ci un organe plus démocratique et représentatif et ne le rendrait pas davantage comptable de ses actes.

